

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ainsi, c'est l'été des ordonnances ?

Il va y avoir un coup de grisou national !

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 15 août 2005

Démocratie & Socialisme

C'était en 1967 et 1967, Georges Pompidou s'attaquait par « ordonnances » à la sécurité sociale. Il devait recevoir en retour deux journées d'action mémorables, les 17 mai 1966 et 17 mai 1967 : l'unité syndicale Cgt-Cfdt-Fo-Cgc-Cftc se réalisait, des millions de manifestants défilaient. Aux législatives de mars 1967, il s'en fallu d'un siège pour que la droite conserve la majorité. Un autre « 17 mai » était envisagé en... 1968. Il n'eut pas lieu, les luttes ouvrières de Rodhiaceta, de Redon, de la Saviem à Caen (janvier 1968), s'étaient transformées en émeutes, il ne restait plus aux étudiants qu'à suivre, puis à la grève générale de mobiliser spontanément de 8 à 9 millions de salariés. Ce fut à partir des 14, 15, 16 et 17 mai 68...

Disons-le : dans la France de 2005, la situation est explosive. Ils le savent tous, mais ils font comme si ce n'était pas le cas. Ils (Chirac, Raffarin, Villepin, l'Ump, les frères Sarkozy, le Medef) ont pris un coup terrible sur la tête avec le magnifique « non » du 29 mai : c'était un double « non » à leur politique européenne et française.

Tous les signes sont là, la France est un chaudron. Pourtant ils espèrent éviter, différer, contourner l'explosion sociale, comme toujours, mais sans renoncer à leur politique. Ils ne céderont que menacés d'avoir leur tête au bout d'une pique... Le gouvernement Villepin-Sarkozy multiplie même les provocations. Ils profitent de l'apparente division de la gauche. Ils piétinent le Code du travail, augmentent le chômage tout en prétendant faire le contraire...

Cela donne une étrange atmosphère : dans les entreprises, ils continuent jour après jour à faire pression sur la flexibilité, la quantité de travail à fournir, les objectifs à atteindre, ils font « suer le burnou » à tous les salariés qui n'ont jamais été aussi stressés, menacés, exploités, ils bloquent les salaires, centime après centime, ils augmentent goulûment leurs marges, jamais ils n'ont fait autant de bénéfices, mais jamais ils n'ont moins partagé, moins rendu aux salariés.

Certes, jour après jour, les salariés semblent subir mais il y a comme un climat dominant d'incrédulité : à force de ne pas entendre les messages, ceux des grèves de 2003, ceux des votes de 2004 et de 2005, gouvernement et patronat accumulent contre eux une fantastique envie de revanche, de colère, de haine. Cela se sent partout, dans la restauration ou dans la banque, dans le commerce, ou dans les assurances, dans les transports, ou dans l'industrie : il va y avoir un coup de grisou national, ils vont payer très cher ce qu'ils ont fait depuis trois ans, sous quelle forme, quand, on ne sait le dire, mais là, c'est pour bientôt.

Et il n'y a pas que la droite qui est cause et en jeu : car ceux de gauche qui se trompent et calomnient le « non » de gauche, vont aussi avoir un réveil amer.

A force de ne pas « sentir » les exigences des messages électoraux du 21 avril 2002, du 28 mars 2004, du 13 juin 2004, du 29 mai 2005, à force de faire semblant d'être autistes, le coup de grisou va les atteindre. Reste à ce que la gauche antilibérale s'unisse, sache répondre vite et fort et s'imposer alors comme un débouché politique à la hauteur !